

Laon, le 12 juillet 2018

**MSV FRANCE SAS**

**AMÉNAGEMENT D'UN CIRCUIT AUTOMOBILE-AUTODROME**

**Dossier n° 02-2018-00013**

**AVIS DES SERVICES CHARGÉS DE LA POLICE DE L'EAU ET DES ESPÈCES PROTÉGÉES  
SUR LES THÉMATIQUES EAUX PLUVIALES, TRAITEMENT DES EAUX USÉES  
DOMESTIQUES ET DÉROGATION « ESPÈCES PROTÉGÉES »**

## **I – PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

### **1.1 – Contexte général – Objectifs**

#### **Eau**

L'objectif de la partie du projet relevant de l'article L. 214-1 du Code de l'environnement est de gérer les eaux pluviales et de traiter les eaux usées domestiques de l'autodrome projeté sur le territoire des communes de Chéry-les-Pouilly, Couvron-et-Aumencourt, Crépy et Vivaise sur l'ancienne base aérienne située au lieu-dit Quartier Mangin.

#### **Espèces protégées**

Celui relevant de l'article L.411-2 de ce même Code est de solliciter la délivrance d'une dérogation aux interdictions de destruction et d'altération d'espèces protégées et de leurs habitats en démontrant qu'il n'existe aucune autre solution satisfaisante et que le projet ne nuit pas au maintien de l'état de conservation favorable des populations des espèces visées par la demande. Cette demande est formulée dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement.

### **1.2 – Présentation du projet**

L'objet du présent avis concerne l'aménagement d'un autodrome et d'une zone d'activité comprenant notamment la création de sept bassins d'infiltration munis de séparateurs d'hydrocarbures ainsi que la mise en place de deux micro-stations de traitement des eaux usées domestiques sur le site de l'ancienne base aérienne de Couvron-et-Aumencourt nécessaires au bon fonctionnement de l'autodrome.

### 1.3 – Réglementations applicables et autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet

Synthèse de la réglementation en vigueur relative au projet :

Points principaux du dossier	Sources législatives ou communautaires	Sources réglementaires
Autorisations/déclarations de travaux	L. 181-1 à L. 181-15 et L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement	R. 181-1 à R. 181-56 et R. 214-1 à R. 214-56 du Code de l'environnement
Dérogation de destructions d'espèce protégées	L. 181-1 à L. 181-15 et 4° du L. 411-2 du Code de l'environnement	R. 181- à R. 181-56 et R. 411-6 à R. 411-14 du Code de l'environnement
Délivrance de permis d'aménager	L. 441-1 à L. 441-3 du Code de l'urbanisme	R. 421-19 du Code de l'urbanisme

Il est soumis à enquête publique sur le fondement de la demande d'autorisation en application des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement.

## II – DÉROULEMENT DE L'INSTRUCTION DU DOSSIER

### 2.1 – Situation du dossier vis-à-vis du code de l'environnement

#### 2.1.1 – Nomenclature figurant à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement

Le projet présenté est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes définies au tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du Code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) ; 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D).	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Autorisation	-----
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	Autorisation	-----

### 2.1.2 – Nomenclature figurant à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Le projet présenté est soumis à évaluation environnementale – systématique vis-à-vis de la catégorie de projet 39 – des catégories de projets suivants définies au tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Catégorie de projets	Projet soumis à évaluation environnementale
<b>8</b> Aérodomes On entend par "aérodomes" : un aérodom qui correspond à la définition donnée par la convention de Chicago de 1944 constituant l'organisation de l'aviation civile internationale (annexe 14)	Construction d'aérodomes dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur de moins de 2 100 m.
<b>39</b> Travaux, constructions et opérations d'aménagement y compris ceux donnant lieu à un permis d'aménager, un permis de construire, ou à une procédure de zone d'aménagement concerté.	Travaux, constructions et opérations d'aménagement constitués ou en création qui soit créé une surface de plancher supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> et inférieure à 40 000 m <sup>2</sup> et dont le terrain d'assiette ne couvre pas une superficie supérieure ou égale à 10 hectares, soit couvre un terrain d'assiette d'une superficie supérieure ou égale à 5 ha et inférieure à 10 ha et dont la surface de plancher créée est inférieure à 40 000 m <sup>2</sup> .
<b>41</b> Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.	a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus. b) Dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs de 50 unités et plus.
<b>44</b> Équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés.	a) Pistes permanentes de courses d'essai et de loisirs pour véhicules motorisés.

### 2.1.3 – Espèces protégées

La demande porte sur la transplantation et récolte de graine avec mise en culture pour la réimplantation de nouveaux pieds de Gentiane croisette – *Gentiana cruciata*, espèce figurant sur la liste des espèces végétales protégées en région Picardie fixée par l'arrêté ministériel du 17 août 1989.

Elle porte également sur la destruction d'habitats de 45 espèces d'oiseaux figurant sur la liste des oiseaux protégées fixée par l'arrêté ministériel du 29 août 2009 : Accenteur mouchet – *Prunella modularis*, Bergeronnette grise – *Motacilla alba*, Bergeronnette printanière – *Motacilla flava*, Bruant jaune – *Emberiza citrinella*, Bruant proyer – *Emberiza calandra*, Busard Saint-Martin – *Circus cyaneus*, Buse variable – *Buteo buteo*, Chardonneret élégant – *Carduelis carduelis*, Chouette hulotte – *Strix aluco*, Choucas des tours – *Corvus monedula*, Coucou gris – *Cuculus canorus*, Effraie des clochers – *Tyto alba*, Epervier d'Europe – *Accipiter nisus*, Faucon crécerelle – *Falco tinnunculus*, Fauvette à tête noire – *Sylvia atricapilla*, Fauvette grisette – *Sylvia communis*, grande Aigrette – *Ardea alba*, Grimpereau des jardins – *Certhia brachydactyla*, Héron cendré – *Ardea cinerea*, Hibou moyen-duc – *Asio otus*, Hirondelle rustique – *Hirundo rustica*, Linotte mélodieuse – *Carduelis cannabina*, Locustelle tachetée – *Locustella naevia*, Lorient d'Europe – *Oriolus oriolus*, Mésange à longue queue – *Aegithalos caudatus*, Mésange bleue – *Parus caeruleus*, Mésange charbonnière – *Parus major*, Moineau domestique – *Passer domesticus*, Oedicnème criard – *Burhinus oedicnemus*, Pic épeiche – *Dendrocopos major*, Pic épeichette – *Dendrocopos minor*, Pic noir – *Dryocopus martius*, Pic vert – *Picus viridis*, Pinson des arbres – *Fringilla coelebs*, Pipit des arbres – *Anthus trivialis*, Pipit farlouse – *Anthus pratensis*, Pouillot fitis – *Phylloscopus trochilus*, Pouillot véloce – *Phylloscopus collybita*, Rossignol philomèle – *Luscinia megarhynchos*, Rougegorge familier – *Erithacus rubecula*, Rougequeue noir – *Phoenicurus ochruros*, Tarier pâtre – *Saxicola rubicola*, Traquet motteux – *Oenanthe oenanthe*, Troglodyte mignon – *Troglodytes troglodytes* et Verdier d'Europe – *Chloris chloris*.

## 2.2 – Situation du dossier vis-à-vis du code de l'urbanisme

La partie du projet relevant de l'article L. 214-1 du Code de l'environnement ne relève pas du code de l'urbanisme cependant le projet rend nécessaire l'obtention de permis d'aménager.

## 2.3 – Avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet

Les avis exigés sont les suivants ; ils sont versés au dossier de l'enquête publique en application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement :

Procédures instruites	Service consultés	Références législatives ou réglementaires
Autorisations/déclarations de travaux	- Agence régionale de santé de Picardie	R. 181-18 du Code de l'environnement
	- Autorité environnementale	R. 181-19 du Code de l'environnement
	- Direction régionale des affaires culturelles	R. 181-21 du Code de l'environnement
	- Conseil national de la protection de la nature	R.181-28 du Code de l'environnement

## 2.4 – Conférence administrative

Le dossier a fait l'objet d'une conférence administrative. Le tableau ci-dessous reprend les avis sollicités :

Avis des services consultés	Remarques particulières des services consultés
Agence régionale de santé des Hauts-de-France	Avis favorable en date du 21mars 2018
Autorité environnementale	Avis du 11 juillet 2018 avec recommandations
Direction régionale des affaires culturelles : demande la réalisation d'un diagnostic archéologique	Arrêté du 16 avril 2018 portant prescription de diagnostic archéologique
Conseil national de la protection de la nature	Avis défavorable en date du 6 juin 2018

## III – ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

### 3.1 – Nécessité de l'enquête publique

L'enquête publique est requise au titre des procédures suivantes :

Procédures instruites	Références législatives ou réglementaires imposant l'enquête publique
Autorisation de travaux au titre des articles L. 181-1 et suivants et L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement	R. 181-36 du Code de l'environnement

### 3.2 – Textes régissant l'enquête publique et la procédure de débat public

Ce projet est soumis à enquête publique au titre de l'article L. 123-2 du Code de l'environnement. Il relève de la procédure de l'enquête publique unique au titre des différentes réglementations récapitulées ci-dessus en application de l'article L. 123-6 du Code de l'environnement.

L'enquête publique est régie par le chapitre III, Titre II, Livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement (articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants du Code de l'environnement). Elle concerne les communes de Chéry-les-Pouilly, Couvron-et-Aumencourt, Crépy et Vivaise et porte sur la demande d'autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 et suivants et L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement.

#### IV – DÉCISIONS ULTÉRIEURES

Les décisions susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure sont :

- un arrêté d'autorisation, éventuellement assorti du respect de prescriptions, permettant la réalisation du projet au titre des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- un arrêté de dérogation pour la destruction d'espèces protégées ;
- ou un arrêté de refus d'autorisation au titre des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement.

#### V – AVIS ET PROPOSITION DU SERVICE INSTRUCTEUR

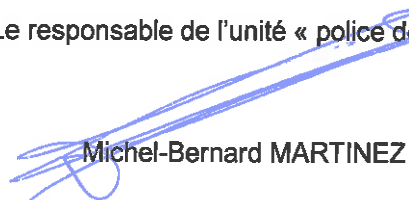
Ce dossier est réputé complet et régulier. Je propose donc qu'il fasse l'objet d'une enquête publique.

Le responsable de l'unité « gestion durable  
du patrimoine naturel »,



Julien BOSSE

Le responsable de l'unité « police de l'eau »,



Michel-Bernard MARTINEZ

Validé par le directeur départemental adjoint des territoires de l'Aisne,



David WITT

